

**RÈGLEMENT NUMÉRO 2016-909
CONCERNANT LA TAXATION DE L'ANNÉE 2017**

- CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de pourvoir aux revenus pour défrayer les dépenses générales de la Municipalité pour l'exercice financier 2017 et d'ordonner en conséquence la confection d'un rôle de perception de taxes et de redevances;
- CONSIDÉRANT** qu'avis de la présentation d'un règlement en ce sens a été donné à la séance ordinaire du 21 novembre 2016;
- CONSIDÉRANT** qu'en conséquence, les membres du conseil présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture;

POUR CES MOTIFS, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

ARTICLE 2 TAUX VARIÉS

Le conseil fixe pour l'exercice financier 2017, conformément aux dispositions de la loi, différents taux d'imposition foncière en fonction des catégories auxquelles appartiennent les unités d'évaluation.

ARTICLE 3 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES RÉSIDUELS (TAUX DE BASE)

Afin de pourvoir aux deniers nécessaires pour payer en partie le coût des dépenses courantes de la Municipalité pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017, le taux particulier à la catégorie des immeubles résiduels est de 1,58 \$ du cent dollars (100 \$) d'évaluation et, par le présent règlement et conformément à la loi, ce taux est imposé et prélevé sur les biens-fonds imposables situés dans la municipalité.

ARTICLE 4 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES DE SIX LOGEMENTS ET PLUS

Le taux particulier à la catégorie des immeubles de six logements et plus est de 1,58 \$ du cent dollars (100 \$) d'évaluation. Ce taux est imposé et prélevé conformément à la loi.



**ARTICLE 5 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES
NON RÉSIDENTIELS**

Le taux particulier à la catégorie des immeubles non résidentiels est de 3,74 \$ du cent dollars (100 \$) d'évaluation. Ce taux est imposé et prélevé conformément à la loi.

**ARTICLE 6 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES
INDUSTRIELS**

Le taux particulier à la catégorie des immeubles industriels est de 3,99 \$ du cent dollars (100 \$) d'évaluation. Ce taux est imposé et prélevé conformément à la loi.

**ARTICLE 7 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES TERRAINS
VACANTS**

Le taux particulier à la catégorie des terrains vacants est de 3,00 \$ du cent dollars (100 \$) d'évaluation. Ce taux est imposé et prélevé conformément à la loi.

**ARTICLE 8 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES
AGRICILES**

Le taux particulier à la catégorie des immeubles agricoles est de 1,58 \$ du cent dollars (100 \$) d'évaluation. Ce taux est imposé et prélevé conformément à la loi.

ARTICLE 9 DÉGRÈVEMENT

9.1 Le débiteur de la taxe imposée sur une unité d'évaluation appartenant à la catégorie des immeubles non résidentiels a droit à un dégrèvement tenant compte du fait que l'unité d'évaluation ou un local non résidentiel de celle-ci est vacant (article 244.59 de la Loi sur la fiscalité municipale).

Le dégrèvement s'applique uniquement au montant qu'on obtient en soustrayant du montant de la taxe payable suivant l'article 5 celui qui serait payable si l'on appliquait le taux de base.

Le dégrèvement est accordé au débiteur si le pourcentage moyen d'inoccupation de l'unité pour la période de référence excède 20 % et si cette unité est vacante depuis plus de six mois consécutifs se terminant dans la période de référence.

9.2 Constitue un local non résidentiel toute partie d'une unité d'évaluation qui fait l'objet d'un bail distinct auquel est partie le propriétaire, est destinée à faire l'objet d'un tel bail, est occupée de façon exclusive par le propriétaire ou est destinée à être ainsi occupée par lui et qui est, soit un immeuble non résidentiel autre qu'un immeuble compris dans une exploitation agricole enregistrée conformément à un règlement adopté en vertu de l'article 36.15 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., c. M-14), soit un immeuble résidentiel visé au premier alinéa de l'article 244.31 de la Loi sur la fiscalité municipale.



Est réputé vacant un local qui est inoccupé et qui est, soit offert sur le marché en vue d'une location immédiate, soit dans un état impropre à l'occupation, soit l'objet de travaux empêchant son occupation, soit l'objet d'un bail dont l'exécution n'est pas commencée. Pour l'application du présent alinéa, la location ne comprend pas la sous-location ni la cession de bail.

Est réputée vacante une unité d'évaluation qui est inoccupée et qui est, soit mise en vente ou offerte en location sur le marché en vue d'une occupation immédiate, soit dans un état impropre à l'occupation, soit l'objet de travaux qui empêchent son occupation, soit l'objet d'un bail dont l'exécution n'est pas commencée.

Aucun dégrèvement n'est accordé pour une unité ou un local dont l'usage n'est pas conforme à la réglementation d'urbanisme de la Municipalité. L'utilisation d'un local inoccupé à des fins d'entreposage temporaire rend caduques les présentes dispositions de dégrèvement.

- 9.3 La période de référence est du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'exercice financier en cours.

Pour avoir droit au dégrèvement, le pourcentage moyen d'inoccupation d'une unité doit excéder 20 % et le droit au dégrèvement est calculé de la façon suivante :

« Valeur de l'unité selon le rôle d'évaluation X pourcentage de taxation applicable à l'unité X (taux I.N.R. – taux résiduel) X (pourcentage d'inoccupation – 20 %) ÷ par 52 X le nombre de semaines d'inoccupation »

- 9.4 Dans les cent vingt (120) jours qui suivent la fin de l'exercice financier pour lequel le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles non résidentiels est imposé, la trésorière de la Municipalité doit calculer le dégrèvement auquel le débiteur en titre, à la date d'établissement du dégrèvement, a droit à la suite de l'obtention des documents et renseignements prescrits.
- 9.5 Tout débiteur qui a droit à un dégrèvement doit fournir par écrit, à la trésorière de la Municipalité, le formulaire joint au présent règlement comme annexe A pour en faire partie intégrante et qui se décrit comme suit :
- a) Numéro de matricule;
 - b) Nom et adresse du débiteur de la taxe;
 - c) Identification de l'unité;
 - d) Identification des locaux vacants, superficie des locaux vacants, superficie totale de l'immeuble, durée des vacances pour chacun des locaux vacants;
 - e) Motif de la vacance pour chacun des locaux vacants (joindre la correspondance ou des baux montrant la vacance de chacun des locaux vacants).
- 9.6 Les renseignements et documents requis doivent être reçus au plus tard le 1^{er} avril 2018 à défaut, aucun dégrèvement n'est accordé. De plus, pour avoir droit de demander un remboursement dans l'exercice financier en cours, il faut que la période réclamée soit terminée.



- 9.7 Lorsqu'une unité d'évaluation ou un local de celle-ci commence à être occupé, cesse de l'être ou change d'occupant, le débiteur de la taxe doit, dans les trente (30) jours, en donner un avis écrit à la trésorière de la Municipalité; à défaut, le débiteur perd le droit au dégrèvement.
- 9.8 Le refus par le débiteur de la taxe de fournir à la Municipalité un renseignement requis ou de permettre l'accès aux lieux concernés pour vérification entraîne déchéance du droit au dégrèvement.
- 9.9 Dans les trente (30) jours de la date limite mentionnée à l'article 8.6, la trésorière procède au paiement des dégrèvements aux débiteurs qui y ont droit. Aucun intérêt ne s'ajoute à ce remboursement.

ARTICLE 10 COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES

Conformément à l'article 205 de la Loi sur la fiscalité municipale, la Municipalité impose le paiement d'une compensation pour services municipaux de cinquante cents (0,50 \$) par cent dollars (100 \$) d'évaluation. Cette compensation sera prélevée à tout propriétaire d'un immeuble visé au paragraphe 5° de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., ch. F-2.1).

Toutefois, advenant que le taux de la compensation excède pour une ou plusieurs unités d'évaluation le taux maximum autorisé pour cette compensation, celui-ci est alors ajusté afin que le montant imposé soit réduit en conséquence au niveau du montant de la compensation maximale autorisée par la loi pour les unités d'évaluation concernées.

ARTICLE 11 PAIEMENT DES TAXES FONCIÈRES EN PLUS D'UN VERSEMENT

Le débiteur de taxes foncières municipales a le droit de les acquitter en trois versements lorsque le total de ces taxes, dont le paiement est exigé dans un compte, atteint trois cents dollars (300 \$) et plus ou, si ce montant est différent, suivant le montant minimal que doit atteindre un tel compte en vertu du Règlement sur le paiement des taxes foncières en plusieurs versements découlant de la Loi sur la fiscalité municipale. La Municipalité et le débiteur sont alors assujettis aux règles suivantes :

- 11.1 Les versements exigés sont égaux pourvu qu'il soit possible de le faire.
- 11.2 Le premier versement est exigible dans les 30 jours de l'expédition d'une demande de paiement ou, s'il y a incompatibilité, à la date établie conformément à la loi qui régit la Municipalité pour l'exigibilité de la taxe.
- 11.3 Chaque versement postérieur au premier versement est exigible le 90^e jour qui suit la date d'exigibilité du versement précédent.
- 11.4 Aux fins de la perception des taxes foncières, la Municipalité calcule pour chaque débiteur qui a droit de payer en plusieurs versements le montant de chacun et l'inscrit sur le compte.
- 11.5 La Municipalité indique également sur le compte la date d'exigibilité de chaque versement ou, si celle-ci ne peut être établie au moment de la confection du compte, la façon pour le débiteur de l'établir.



- 11.6 L'intérêt et le délai de prescription applicables aux taxes foncières municipales s'appliquent seulement sur le versement ou les versements exigibles suivant les modalités du présent règlement. Ainsi, seul le montant du versement échu est exigible lorsque le contribuable a le droit, en vertu du présent règlement, de payer en deux versements ou plus.
- 11.7 Le présent article s'applique également au supplément des taxes foncières municipales.

ARTICLE 12 TAXE D'EAU

Une taxe d'eau est imposée et sera prélevée auprès des propriétaires des immeubles de la Municipalité suivant les taux ci-après énumérés :

12.1 Résidences

12.1.1 Par unité de logement au sens de la réglementation d'urbanisme :

- | | |
|--|-----------|
| a) Par unité d'habitation résidentielle unifamiliale | 215 \$ |
| b) Par unité de logement résidentiel ou autres
(49 logements et moins) | 215 \$ |
| c) Par immeuble d'habitations résidentielles ou autres
(50 logements et plus) | 10 000 \$ |

12.1.2 Supplément à la taxe d'eau de base

Lorsque l'un ou l'autre des services ci-dessous énumérés est relié à une unité de logement, le tarif de l'eau est majoré selon le montant correspondant pour ce ou ces services en sus du taux du paragraphe 12.1.1.

- | | |
|---|-----------|
| a) Par unité de logement avec piscine, supplément : | 138,50 \$ |
| b) Par unité de logement avec spa, supplément : | 50,00 \$ |
| c) Par unité de logement avec commerce autre que
salon de coiffure, supplément : | 159,50 \$ |
| d) Par unité de logement avec salon de coiffure,
supplément : | 403,25 \$ |

12.2 Commerces, industries et institutions

- | | |
|--|--------------|
| 12.2.1 Tarif de base pour tout local commercial ou
industriel, occupé ou non, ayant jusqu'à un
maximum de 5 employés | 403,25 \$ |
| 12.2.2 de 6 à 15 employés | 618,50 \$ |
| 12.2.3 de 16 à 25 employés | 1 028,00 \$ |
| 12.2.4 de 26 à 50 employés | 1 385,00 \$ |
| 12.2.5 de 51 à 75 employés | 2 067,50 \$ |
| 12.2.6 de 76 à 100 employés | 2 750,00 \$ |
| 12.2.7 de 101 à 125 employés | 3 432,50 \$ |
| 12.2.8 de 126 à 200 employés | 5 474,75 \$ |
| 12.2.9 de 201 à 300 employés | 8 204,75 \$ |
| 12.2.10 de 301 à 400 employés | 10 940,00 \$ |
| 12.2.11 de 401 à 500 employés | 13 670,00 \$ |



12.2.12	501 employés et plus	18 220,00 \$
12.2.13	Poste d'essence	618,50 \$
12.2.14	Poste d'essence avec lave-auto automatique ou manuel	2 204,00 \$
12.2.15	Station-service	1 112,00 \$
12.2.16	Station-service avec lave-auto automatique et manuel	2 613,50 \$
12.2.17	Lave-auto automatique ou manuel	1 658,00 \$
12.2.18	Garage, mécanique seulement	839,00 \$
12.2.19	Garage et concessionnaire d'automobiles	1 658,00 \$
12.2.20	Commerce de vente d'automobiles	1 112,00 \$
12.2.21	Brasserie, bar, restaurant, taverne et tout genre d'établissement de restauration :	
12.2.21.1	moins de 31 places	839,00 \$
12.2.21.2	de 31 à 60 places	1 658,00 \$
12.2.21.3	de 61 à 100 places	2 477,00 \$
12.2.21.4	101 places et plus	3 296,00 \$
12.2.22	Blanchisserie	2 750,00 \$
12.2.23	Lavoir	839,00 \$
12.2.24	Plan à béton	8 420,00 \$
12.2.25	Carrière	8 770,00 \$
12.2.26	Terrain de camping (par emplacement)	35,00 \$
12.2.27	Salon de coiffure 3 chaises et moins	403,25 \$
12.2.28	Salon de coiffure 4 chaises et plus	618,50 \$
12.2.29	Hôtel motel (par chambre en sus des autres services taxables)	80,38 \$
12.2.30	Gîte et maison de chambres (par chambre)	80,38 \$
12.2.31	Salle de quilles avec bar	1 658,00 \$
12.2.32	Salle de quilles	839,00 \$
12.2.33	Bar laitier	403,25 \$
12.2.34	Pépinière (zone agricole)	1 658,00 \$
12.3	Dans le cas d'un établissement hôtelier, en plus du tarif prévu pour les chambres, le tarif précité s'applique également pour les services de bar et de restauration offerts dans l'établissement.	
12.4	Pour mesurer la quantité d'eau consommée dans les établissements commerciaux, industriels et institutionnels, le conseil autorise, par le présent règlement, l'installation de compteurs d'eau, habilite ses mandataires et employés à procéder à la validation des installations approuvées et à relever la quantité d'eau consommée et prévoit l'imposition d'un règlement de tarification de l'eau selon la quantité consommée.	
12.5	Lorsque plusieurs services commerciaux sont offerts dans un lieu d'affaires, le tarif de la taxe d'eau applicable est le plus élevé des services commerciaux offerts à ce lieu d'affaires conformément au présent règlement.	
12.6	Dans le cas d'un immeuble commercial ou industriel non raccordé au réseau d'eau potable pour lequel il n'existe aucune obligation de se raccorder et sur lequel aucune vanne n'est installée pour le desservir, le tarif de la taxe d'eau est limité à 30 % du montant normalement applicable pour cet immeuble. Le propriétaire doit acquitter le montant normalement applicable pour cet immeuble et demander le remboursement de la différence lors de l'exercice financier en cours.	



ARTICLE 13 RÔLE DE PERCEPTION

La trésorière de la Municipalité est mandatée à préparer immédiatement un rôle général de perception pour l'année 2017 comprenant toutes les taxes, tant générales que spéciales, imposées par règlement de la Municipalité, y compris les autres redevances dues à la Municipalité, et à procéder à la perception desdites taxes ou redevances, conformément à la loi.

ARTICLE 14 COTISATION DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

14.1 SDC centre-ville du Plateau

La cotisation payable pour l'année financière 2017 par chaque contribuable tenant un lieu d'affaires dans le district de la Société de développement commercial centre-ville du Plateau est fixée d'après le pourcentage d'occupation et la valeur foncière de l'immeuble en multipliant cette valeur par 0,37 \$ du 100 \$. Sont exemptés du paiement de la cotisation les organismes à but non lucratif (OBNL) situés dans le district de la Société de développement commercial centre-ville du plateau.

14.2 Cotisations réputées taxes d'affaires

Les cotisations payables pour les SDC sont réputées être des taxes d'affaires municipales et sont percevables en un seul versement en tant que tel ainsi que leurs intérêts sur arrérages.

14.3 Versement de la cotisation

Au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après avoir reçu les prévisions budgétaires annuelles d'une société de développement commercial, mais après le 1^{er} février de chaque année, la Municipalité verse à une telle société une subvention d'un montant équivalant à la somme estimée des cotisations que doivent verser les membres de cette société la même année. Le versement de la subvention prévue au présent article doit être approuvé chaque année par le conseil municipal, suite au rapport préparé par le Service de la trésorerie démontrant les résultats de la perception des cotisations auprès des membres de la société concernée. Si les cotisations perçues sont moindres que la prévision de la Municipalité, le conseil peut réduire, l'année suivante, le montant de la subvention à verser.

Tel que le prévoit la loi, la Municipalité perçoit ensuite, comme s'il s'agissait d'une taxe d'affaires, la cotisation auprès des membres qu'elle conserve en guise de remboursement de la subvention ainsi versée à ladite société pour la même année financière.

ARTICLE 15 LOYER DES MAISONS MOBILES

Le loyer des terrains municipaux réservés à l'installation de maisons mobiles pour fins résidentielles est fixé à 58,45 \$ par mois dans tous les parcs de maisons mobiles de la ville de Baie-Comeau et l'extension en cour arrière, quant à elle, est établie à 5 \$. Le loyer des terrains de maisons mobiles pour fins commerciales est fixé à 211 \$ par mois.



ARTICLE 16 INTÉRÊT SUR ARRÉRAGES

Les taxes municipales porteront intérêts au taux de dix pour cent (10 %) l'an, majoré d'une pénalité de 0,5 % du principal impayé par mois de retard, jusqu'à concurrence de cinq pour cent (5 %) par année; le retard commence le jour où la taxe devient exigible.

Les créances relatives aux baux de maison mobile portent intérêt au taux légal.

D'autre part, les créances municipales autres que les taxes et les baux de maison mobile ainsi que les créances dont le taux d'intérêt est déjà fixé par un règlement municipal porteront intérêts au taux de quinze pour cent (15 %) l'an à compter du jour où la créance devient exigible.

ARTICLE 17 EXIGIBILITÉ DES TAXES

Toutes les taxes imposées par le présent règlement couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 et deviennent dues et exigibles conformément à la loi.

ARTICLE 18 AVIS ET INFRACTION

18.1 Responsabilité de l'application

La trésorière de la Municipalité est responsable de l'application du présent règlement et est autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires prévues par la loi pour en assurer l'application.

18.2 Renseignements erronés

Commet une infraction toute personne qui fournit des renseignements erronés au Service de la trésorerie dans le but d'éluider le paiement de toute somme due à la Municipalité.

18.3 Occupation d'un lieu d'affaires

Une personne qui commence à occuper un lieu d'affaires ou qui cesse de l'occuper doit donner un avis écrit à la trésorière de la Municipalité, et ce, au plus tard le premier jour du mois qui suit cette occupation ou cette cessation. La même obligation s'applique au locataire d'un lieu d'affaires.

Commet une infraction et est passible de l'amende prévue, le locataire ou le locateur d'un lieu d'affaires qui néglige d'aviser la Municipalité conformément au présent article.

18.4 Droit de visite

Tout droit de visite doit être exercé en compagnie du propriétaire, du locataire ou de l'occupant de l'immeuble à une heure raisonnable.



Tout propriétaire, locataire ou occupant d'une propriété, d'un bâtiment ou d'un édifice est tenu de recevoir ledit officier, de lui permettre la visite et l'examen des lieux et de l'accompagner durant cette visite.

1. Visite de jour :

Aux fins d'application du présent règlement, la trésorière, un agent de la paix, l'inspecteur des bâtiments ou toute autre personne autorisée à les représenter peut visiter et examiner, entre 9 h et 21 h, toute propriété mobilière et immobilière ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque pour constater si le présent règlement y est exécuté et tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maison, bâtiment ou édifice doit les recevoir, les laisser pénétrer et répondre à toutes les questions qui sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

2. Visite de jour et de nuit :

Tout officier de la Municipalité est autorisé à visiter et examiner, de jour ou de nuit, tout commerce, lieu d'affaires ou débit de boissons ou autre maison d'entretien ou d'amusement public, place ou endroit public, licencié ou non pour la vente de boissons alcooliques, ainsi que tout autre lieu public visé par les règlements municipaux, et ce, afin de constater si les dispositions des règlements du conseil municipal sont observées.

18.5 Certificat de qualité

Toute personne visitant un lieu en vertu du présent règlement doit, sur demande, s'identifier et exhiber le certificat délivré par la Municipalité attestant de sa qualité.

18.6 Amendes

Toute personne qui contrevient à quelque disposition que ce soit du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende de :

- a) Si elle est une personne physique, trois cents dollars (300 \$) pour une première infraction et six cents dollars (600 \$) en cas de récidive.
- b) Si elle est une personne morale, cinq cents dollars (500 \$) pour une première infraction et mille dollars (1 000 \$) en cas de récidive.

18.7 Poursuite pénale

Le conseil autorise de façon générale la trésorière et ses adjoints ainsi que tout agent de la paix à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement, en conséquence, ces personnes à délivrer les constats d'infraction.



18.8 Procédure pénale

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent règlement et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits sont établis conformément au Code de procédure pénale du Québec (L.R.Q., chapitre C-25.1) et autres lois du pays et leurs amendements. Dans tous les cas, les frais de poursuite sont en sus.

18.9 Responsabilité des administrateurs

Tout administrateur peut être tenu conjointement et solidairement responsable de toute infraction au présent règlement commise par la personne morale dont elle était administrateur à la date de cette infraction.

18.10 Infraction continue

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et séparée et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction conformément au présent article.

18.11 Recours additionnel

Au surplus et sans préjudice aux autres droits accordés à la Municipalité en vertu du présent règlement, celle-ci conserve tout autre recours pouvant lui appartenir pour défaut d'accomplissement de l'une ou l'autre des obligations imposées par le présent règlement.

ARTICLE 18 VALIDITÉ DU RÈGLEMENT

Le présent règlement est décrété, tant dans son ensemble, article par article et paragraphe par paragraphe, de manière à ce que si un article ou un paragraphe était ou devait être déclaré nul, les autres dispositions du présent règlement continuent de s'appliquer autant que faire se peut.

ARTICLE 19 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi et il remplace, pour l'exercice financier 2017, le Règlement de taxation 2015-882 concernant la taxation de l'année 2016.

Adopté par la résolution 2016-419 lors d'une séance publique du conseil municipal de Baie-Comeau tenue le 19 décembre 2016.



CLAUDE MARTEL
MAIRE



ANNICK TREMBLAY
GREFFIÈRE

Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017

**PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE BAIE-COMEAU**

ANNEXE A

DEMANDE DE REMBOURSEMENT

**DÉGRÈVEMENT SUR UNITÉ D'ÉVALUATION APPARTENANT
À LA CATÉGORIE NON RÉSIDENTIELLE**

1. Numéro de matricule _____
2. Adresse de l'immeuble _____
3. Nom du requérant _____
4. Locaux pour lesquels le remboursement est réclamé :
 - a) Identification des locaux vacants
 - b) Superficie des locaux vacants
 - c) Superficie totale de l'immeuble
 - d) Durée des vacances pour chacun des locaux vacants
 - e) Motif de la vacance (ex. : faillite, déménagement...) pour chacun des locaux vacants (joindre copies de la correspondance ou des baux montrant la vacance de chacun des locaux vacants)

REQUÉRANT

Nom :

Adresse :

No tél.

Bureau :

Résidence :

(Signature)

(Date)

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

- a) Montant de la taxe payée à l'égard de l'unité d'évaluation _____
- b) Code d'usage mixte pour les fins de la taxe _____
- c) Pourcentage des locaux vacants _____
- d) Dates de référence _____
- e) Remboursement _____
- f) Numéro de chèque ou crédit _____

Signature de l'employé

Date